

Pour une stratégie écologiste gagnante

Climat : échapper au cataclysme Sauver la vie sur terre

La question climatique est politique.

- Elle nécessite une refonte du système productif et des échanges internationaux : que produire ? avec quelles énergies ? quelles technologies ? quelle sécurité sociale dans le travail ? que modifier dans nos consommations ? comment limiter les flux de marchandises ?
- Cette conviction doit unifier les mobilisations populaires autour d'un projet commun contre les forces dominantes.

L'indispensable mobilisation

- Face à la question climatique, chaque habitant de la planète est à la fois pollueur et victime de la pollution des autres. Mais il (elle) peut aussi réaliser des changements concrets et participer aux choix publics.
- D'où plusieurs obligations : modifier nos consommations, participer à des alternatives collectives (exemple : déchets, circuits courts, reconversions paysannes) pour agir sur les pouvoirs publics (les communes par exemple). L'action est multiforme : écologisation de l'agriculture, transformation de l'alimentation, défenses des peuples et cultures d'origine, luttes écoféministes.
- Ce mouvement peut se renforcer par une traduction politique. Inversement, il ne peut y avoir de projet politique sans mouvement citoyen et populaire.

« Changer le système, pas le climat » !

Ce mot d'ordre fédérateur des luttes autour des conférences internationales (COP) doit combiner deux phases. A court terme (2030) : ne pas dépasser la hausse à 2 degrés (maximum), déjà fortement engagée. Ensuite : stabiliser cette situation.

1. - Première phase : imposer de profonds changements pour éviter de passer de la catastrophe au cataclysme.
 2. - Deuxième phase : rendre possible la stabilisation absolue du climat à + 2 degrés maximum.
- Pour cela, les forces citoyennes et politiques doivent contraindre les puissances économiques à des changements radicaux, dans une démarche de transition : « changer de système ».
 - La mobilisation internationale doit aussi se développer en lien avec les pays les plus pauvres et les peuples les plus touchés par le dérèglement.

Pour réussir, la transition écologique sera sociale !

Le climat, c'est maintenant !

La démarche écologique n'est pas un luxe pour les « riches » : c'est d'abord un droit social. Transition écologique et sécurité sociale sont indissociables. Pour réussir elles doivent reposer sur la mobilisation de tous et toutes.

La transition doit repenser notre rapport au travail, avec une réflexion sur l'utilité sociale et la viabilité écologique de nos choix de production et de consommation.

Les travailleurs et travailleuses doivent bénéficier d'une sécurité sociale professionnelle, garantissant les salaires et une formation. C'est la condition pour envisager collectivement des reconversions industrielles indispensables.

Nous en sommes là. L'humanité, les espèces vivantes, sont déjà en situation de catastrophe face au danger des pollutions et du réchauffement climatique.

Juguler la hausse des températures à un niveau maximum de 2 degrés (objectif mondial) est devenu quasiment impossible. La faute revient à la

passivité des gouvernements qui cèdent au déni d'humanité des plus grands pollueurs et des multinationales. Ce sont les plus pauvres qui paieront le prix fort. Les rapports scientifiques (dont le GIEC) sont de plus en plus inquiétants. La conscience

L'enjeu est planétaire. Il s'agit d'engager la rupture avec le capitalisme productiviste. Donc un changement complet de société.

écologiste et les mobilisations s'amplifient, surtout dans la jeunesse. Pour qu'elles s'imposent, il faut sortir du système et des sociétés

capitalistes, en liant justice sociale et transition écologiste. Sinon des attitudes de désespoir ou de fatalisme sur la fin du monde vont s'amplifier.

Cette urgence interpelle l'ensemble des forces politiques, syndicales, citoyennes. Ensemble, nous devons agir et construire une alternative pour la transformation sociale et écologique !



La catastrophe est en cours, il faut changer de système !



contact@ensemble-fdg.org



@ensemble.frontdegauche



@Ensemble_FdG

Propositions prioritaires

Elles nécessitent une implication citoyenne et sociale.

L'énergie : au centre des priorités

L'énergie d'origine fossile (pétrole, charbon) constitue le cœur (avec les « majors » pétroliers comme Total) et le sang du système capitaliste (en raison de sa place dans les richesses mondiales).

Pour atteindre la « neutralité carbone en 2050 » (équilibre entre les rejets de gaz à effet de serre et leur atténuation par l'action humaine), il faut rapidement :

- Réduire fortement la consommation énergétique (transports, logement, agriculture, industrie) ;
- Réduire fortement le poids des énergies fossiles, en combinant coordination et coercition, limitation drastique des financements publics et privés, y compris dans les relations internationales ;
- Développer des énergies renouvelables (solaire, éoliennes...): financements adaptés, politique de l'emploi et de la recherche ;
- Modifier totalement les logiques productives : réduction des productions très énergivores, arrêt des grands projets inutiles, échanges en circuits courts, relocalisations d'activité. Dès lors, des régulations par des taxes écologiques pourraient être une solution incitative.
- Du côté des consommations, privilégier la qualité et la proximité.
- Une bataille idéologique doit être menée contre le prétendu « capitalisme vert » et autres miracles technicistes nocifs.

Agriculture

- De fortes réductions d'émission de Gaz à effet de serre (GES) sont possibles par des transformations radicales des productions agricoles et de l'alimentation : moins de produits transformés et importés, moins de viande, relocalisations, circuits courts.
- Agir pour une agriculture paysanne, respectueuse des femmes et des hommes qui y travaillent, mais aussi de l'environnement et des animaux : arrêt des fermes-usines.
- Réorienter les politiques européennes (PAC) vers des aides et des règles adaptées, avec des rémunérations protégées et garanties.
- Redéfinir, réguler, réduire les échanges internationaux (exemples : intrants comme le soja, huile de palme) défavorables à l'autonomie et aux traditions alimentaires des pays les plus pauvres. Arrêtons le pillage des ressources !
- Une transition agricole complète nécessite une lutte contre le pouvoir des firmes agro-alimentaires.

Logements

Les pouvoirs publics (Etat et collectivités), poussés par les citoyens, doivent s'engager :

- Pour une rénovation thermique des bâtiments (économiser l'énergie). Elle nécessite une forte mobilisation des collectivités locales et des habitants. Des solutions nouvelles existent, par exemple le développement de la géothermie pour le chauffage. Le parc logement doit se développer en fonction des besoins sociaux et écologiques, et pour aboutir à stopper l'artificialisation des sols (disparition des terres).
- Pour une politique très ambitieuse de traitement à la source des déchets (notamment les biodéchets revalorisés par compostage collectif) et leur limitation drastique : emballages plastiques interdits.

Transports

Il faut fortement accélérer le changement dans les transports en 10 ans :

Pour les personnes : réduire la place de la voiture au profit des transports publics et des modes actifs « doux » : vélo, marche, train.

En agglomération, une importante palette de moyens en matière d'infrastructure, de types de services et de tarification est possible : gratuité totale ou bas tarifs, pistes cyclables, réduction de vitesse.

Pour l'aérien, l'harmonisation des prix des carburants et de la réglementation est indispensable pour inciter à changer de comportement. Des lignes aériennes intérieures peuvent être interdites au profit du train.

Le transport de marchandises doit privilégier le feroutage et, au cas par cas, les voies fluviales. Une politique ambitieuse de rétablissement du fret sera mise en place, en même temps que le rétablissement de la SNCF comme entreprise publique autogérée avec les usagers et les salariés.

Le reliquat de transport par route sera soumis à la règle des coûts réels incluant les infrastructures dans les prix.

Globalement, tout ce qui relève des transports doit être pensé dans une dynamique de sobriété. Il faut donc interdire toute grande nouvelle infrastructure qui « appelle » les voitures, les camions, les avions et le transport maritime.

Il faut permettre à tou.te.s de pouvoir se déplacer dans de bonnes conditions avec des tarifs adaptés à toutes les bourses.

Sauver la biodiversité

La politique climatique doit être articulée avec la protection de la biodiversité « naturelle » et « cultivée » :

- Interdire les pesticides, dangereux pour la santé, la faune et la flore,
- Promouvoir et encourager financièrement les élevages respectueux des animaux « domestiques », consommer moins mais mieux
- Protéger les abeilles, indispensables à la reproduction fruitière, les oiseaux, la faune sauvage, rétablir les haies, limiter drastiquement la bétonisation des sols

L'enjeu est planétaire. Il s'agit d'engager la rupture avec le capitalisme productiviste. Donc un changement complet de société.